

Bonne Année ?

L'année qui commence ne peut être que meilleure, comparée à 1997, une année de rudes secousses. 1998 devrait être l'année de la reprise économique, l'année où la Commission du Mékong s'installe à Phnom Penh, peut-être celle de l'adhésion du Cambodge à l'ASEAN, et bien sûr l'année des élections, que tout le monde attend comme une étape capitale.

«Après les élections» : c'est la formule partout répétée par ceux qui attendent quelque chose : un emploi, la signature d'un contrat, le déblocage d'un dossier, la décision d'un investisseur étranger, le succès d'un parti, ... et bien sûr plus de justice et de prospérité. Ces élections, comme celles de 1993, portent bien des rêves.

La route qui mène aux élections est pourtant malaisée. Bien des obstacles restent à franchir, et il n'est pas absolument certain que la date récemment décidée, le 26 juillet, puisse être tenue. si l'on en juge par les problèmes que pose la nomination des 11 membres du comité électoral.

On peut rappeler aussi qu'en 1993 on avait compté au cours des mois qui avaient précédé le scrutin au moins 19 assassinats politiques, 131 morts, 250 blessés, 53 enlèvements; 25 000 Vietnamiens avaient fui le pays.

Espérons cette fois moins de violences, plus de débats, autant de participation, un scrutin aussi crédible que celui de 1993 tout en étant moins coûteux ... et des résultats que tout le monde accepterait dans un esprit constructif.

Une bonne année, 1997 ? Non évidemment. On retient avant tout bien sûr le plus spectaculaire, le plus médiatique, le plus dramatique : 1997 est l'année où la tension montante entre les deux grands partis de la coalition, Funcinpec et PPC, a dégénéré en affrontements violents :

- attentat à la grenade contre une manifestation menée par Sam Rainsy le 30 mars, faisant 17 morts et plus de 120 blessés; - combats en pleine ville entre gardes du corps Funcinpec et PPC en juin; - et bataille les 5 et 6 juillet entre forces Funcinpec et PPC qui laisse presque 60 morts, des centaines de blessés, des dizaines de maisons brûlées, des centaines de gens sans abri, et dans les jours qui suivent plus de 40 assassinés, la plupart responsables Funcinpec.

S'y ajoutent des pillages, chiffrés à plusieurs centaines de millions de dollars, la fuite à l'étranger de plusieurs centaines de responsables cambodgiens, notamment députés, qui craignent pour leur vie, et de quelque 6 000 étrangers.

Encore ne faut-il pas oublier les combats, variables en intensité, d'Anlong Veng, dernier bastion khmer rouge, de Samlaut, d'O'Smach où les partisans de Ranariddh, sous le commandement de Nhiek Bun Chhay ont reçu le soutien des khmers rouges : encore des tués, des blessés, et des dizaines de milliers de villageois fuyant en Thaïlande.

Il est vrai que certains médias ne retiennent que ces violences, les illustrent, les exploitent, noircissent encore le tableau, et contribuent à donner du Cambodge, injustement, une image toujours négative. Mais on peut dire que le Cambodge, en 1997, leur a fourni

une matière abondante.

juillet : la cassure

La bataille de juillet, que certains avaient bien prévue (voir notamment les interviews d'Ok Serei Sopheak) a marqué une cassure : pour la politique, pour l'économie, pour les relations du Cambodge avec l'extérieur. En mal ? En bien ? C'est à voir.

Dans le domaine économique, c'est un coup de frein brutal : le tourisme, activité majeure qui fait vivre directement ou indirectement des dizaines de milliers de gens, tombe à zéro; certains pays, notamment les Etats-Unis suspendent leurs aides; les investissements nouveaux restent en attente. La chute brutale de l'activité diminue soudain les recettes du budget : il faut refaire les prévisions en hâte, couper dans les dépenses.

Les conséquences sont chiffrables : la croissance économique n'atteindra pour l'année que 2,5 %, moins de la moitié du chiffre prévu.

capital entamé

On s'interroge sur 1998 : avec une lente reprise du tourisme, avec le retour espéré des investissements étrangers après les élections (mais les pays voisins, frappés par la crise financière, investiront-ils ?) la croissance pourrait n'atteindre que 3,5 %, hypothèse retenue par le ministère des Finances (voir dans ce n°).

Le Cambodge avait déjà le plus grand mal à conserver la confiance de la communauté internationale, et grâce à elle, à rattraper ses voisins, qui ont sur lui une vingtaine d'années d'avance. Voilà encore du terrain

perdu, l'exceptionnel capital de confiance et de sympathie dont dispose le Cambodge plus ou moins entamé.

Dans le domaine politique, juillet a provoqué trois sortes de réactions : - chez les uns, souvent anglo-saxons, une très forte désapprobation, une dénonciation du «coup d'état» de Hun Sen, le second premier ministre présenté comme un dictateur. Leur état d'esprit : «il faut imposer le retour de Ranariddh»; - chez d'autres, une acceptation du fait accompli : «la situation ne pouvait pas durer, le plus fort a gagné, le mieux est d'en prendre son parti»; - enfin, dans les milieux d'affaires surtout, un certain soulagement : «un capitaine dans le bateau, c'est mieux que deux, les choses vont aller mieux».

Avec le temps, ces commentaires se sont atténués : ici, on admet que Hun Sen n'est pas un dictateur et là, on reconnaît que les choses ne vont pas tellement mieux qu'avant.

le Funcinpec en morceaux

En tous cas, le paysage politique est bouleversé par la quasi-disparition du Funcinpec, que la bataille de juillet a achevé de fracturer.

Certains membres du parti ont quitté Phnom Penh avec le prince Ranariddh, les autres sont restés et ont accepté, ou approuvé, le 6 août, la levée de son immunité parlementaire et son remplacement au poste de premier ministre par Ung Huot, et ont été aussitôt «expulsés» du parti par Ranariddh.

Le mal est profond : une réconciliation semble très peu probable. La «solution interimaire» souhaitée par Loy Sim

(Suite page 2)

1997 : une année forte

(Suite de la page 1)

Chheang, secrétaire général du parti (CN 76) n' a pas été trouvée. «Le Funcinpec est mort» nous disait en octobre le doyen du Comité directeur Nady Tan (CN 80).

Séparément, chaque fraction du Funcinpec est en situation de faiblesse :

- les «dissidents d' avril», Toan Chay (CN 71), Ung Phan, Duong Khem, Ros Hean (CN 75), ... parce qu' ils n' ont pas encore formé le nouveau parti (un Funcinpec sans Ranariddh) qu' ils veulent créer, un parti qui d' ailleurs, sans représentant de la famille royale, ne ferait peut-être pas un parti royaliste très crédible;

- les exclus du parti par Ranariddh, notamment Loy Sim Chheang, Nady Tan, le premier Premier ministre Ung Huot, ... qui songent, comme Toan Chay à en créer un autre, mais n' arrivent pas à s' entendre;

- les derniers fidèles de Ranariddh enfin parce qu' ils ont perdu la plus grande partie des forces vives du parti : les «dissidents d' avril», tous ceux qui ont choisi de s' inscrire ailleurs, notamment au *Parti de la Nation Khmère* de Sam Rainsy (CN 84), ou encore au *Parti du Citoyen Khmer* de Nguon Soeur (CN 82), et les exclus du mois d' août ... Aussi parce qu' ils sont ouvertement alliés aux khmers rouges dans leur résistance d' O' Smach : un bel argument électoral pour le PPC.

Il reste aux fidèles de Ranariddh l' aura qui s' attache à la famille royale, comme le souligne Sam Rainsy (CN 84). Mais comment, pratiquement, de l' étranger, reconstruire le parti dans les quelques mois qui restent ? Comment donner confiance à tous les déboussolés du Funcinpec, avec un leader, Ranariddh, menacé d' arrestation s' il rentre, et d' un procès

1997 : une année forte

qui pourrait être long ? Et menacé d' être interdit d' élections, même amnistié d' avance par le Roi, s' il est condamné ?

le PPC meilleur stratège ...

Le grand vainqueur, ce serait donc le PPC.

En face de lui : un Funcinpec exangue et son leader tenu à distance; un BLDP profondément divisé entre la fraction Son Sann (certains sont à Phnom Penh : Thach Reng, CN 83, d' autres comme Son Soubert toujours à l' étranger) et la fraction Ieng Mouly; le PCK de Nguon Soeur plutôt aux côtés du PPC qu' en face de lui (CN 82); et son plus dangereux adversaire, Sam Rainsy, apparemment devenu inoffensif, disposé à coopérer avec lui plutôt qu' à le combattre (CN 84). Le terrain semble donc bien dégagé.

Avec à sa tête un Hun Sen décidément très fort stratège, de loin le plus professionnel de tous, entouré de conseillers avisés, excellent dans la destruction de ses adversaires par une alternance de chaud et de froid, par une conjugaison d' alliances, de menaces et de force, comment le PPC, bien organisé, présent partout dans l' administration et dans les forces armées, très bien implanté en province, discipliné, perdrait-il les élections ?

... mais vainqueur incertain

Pourtant, le PPC a ses faiblesses. Il se dégage mal de ses origines communistes, il s' adapte mal aux exigences d' une société moderne et de l' économie internationale.

On ne peut pas dire que les défauts que l' on reprochait au gouvernement avant juillet aient

été jusqu' ici nettement corrigés : corruption, obscurité du système décisionnel pour certains grands contrats, exploitation irresponsable des forêts, exemptions de taxes, vénalité de la justice, trafic de drogue et autres, ...

Les trafics de drogue et la prostitution augmentent rapidement, c' est le chef de l' antidrogue qui le constate (CN 84). La Justice n' est pas digne de confiance, et la corruption augmente depuis juillet, c' est le bâtonnier de l' Ordre des Avocats qui le reconnaît (CN 83).

Le PPC est certainement le meilleur stratège. Mais est-il vraiment capable de conduire le pays sur la voie de la démocratie, de la justice, et celle du développement économique et social ? Les Cambodgiens n' en sont pas convaincus.

Il est vrai que les barrages sur les routes ont été levés, que l' on ne craint plus d' affrontements armés entre gardes du corps, que Phnom Penh est aussi paisible que les capitales environnantes, que l' Assemblée nationale discute et vote les lois, que le pays se prépare aux élections, que la presse est l' une des plus libres du sud-est asiatique.

Mais on ne constate pas le vif redémarrage espéré. La confiance n' est pas vraiment revenue. Le pays est en attente des élections, et le PPC incarne mal le grand changement, le renouveau que l' on sent nécessaire.

Les sondages d' opinion ne sont pas rendus publics, mais on sait que le succès du PPC n' est nullement assuré. Qu' actuellement, aucun parti n' obtiendrait plus de 40 % des

voix. C' est dire l' incertitude des électeurs : où trouver des dirigeants intègres, compétents, efficaces ? Qui méritent la confiance des Cambodgiens et des investisseurs étrangers ?

une «troisième force» ?

Beaucoup de Cambodgiens sentent la nécessité de dépasser les catégories existantes : PPC d' un côté Funcinpec de l' autre, c' est à dire les vieux clivages qui remontent aux temps de la guerre civile entre le l' Etat du Cambodge et les mouvements de résistance. De rompre autant que possible avec un passé qui pèse trop lourd sur les relations et sur les comportements.

L' aspiration de beaucoup, c' est un parti qui rassemblerait des Cambodgiens venus de tous les partis, ou n' ayant adhéré encore à aucun parti, et correspondrait à cet idéal de modernité, de compétence, de justice, de transparence.

Partout on en ressent le besoin, et au sein même du PPC. Il n' est même pas sûr que Hun Sen freine cette tendance. Dans le passé, il a été, au sein du PPC, moteur du changement.

En tous cas des idées s' expriment, des partis nouveaux s' élaborent, des réseaux se créent, des conciliabules se tiennent ... De quoi se plaindrait-on ? C' est la démocratie.

Le problème est qu' on ne voit pas de personnalité assez forte pour jouer face à Hun Sen le rôle de rassembleur, et rester ensuite à distance des pôles existants. Peut-être Sam Rainsy, dont l' image correspond assez bien aux aspirations : intègre, plus moderne que Ranariddh, plus homme de paix que Hun Sen ?

coalition probable

Le souhait d' un changement de paysage politique est fort. En fait le «parti du changement», s' il

(Suite page 3)

A PROPOS ...

élections : 26 juillet

Les élections auront lieu le 26 juillet (et non le 22 novembre comme le recommandait un Comité parlementaire spécial, CN 84), date décidée le 19 décembre par l' Assemblée nationale, par 77 voix sur 84.

La date choisie est un compromis entre les techniciens, qui estimaient la date du 23 mai trop proche pour une préparation

sérieuse des élections, et le souhait réaffirmé du second Premier ministre d' aller vite.

Restent bien des difficultés à surmonter : la nomination des membres de la Commission électorale, l' établissement des listes électorales, la création du Conseil constitutionnel, notamment.

la commission électorale

Le représentant des ONG dans cette Commission de 11 membres sera Chea Cham Reun,

président de l' *Organisation Khmère pour le Développement de la Jeunesse*, et non Lao Mong Hay, président de l' *Institut Khmer pour la Démocratie*, arrivé second.

Pour la présidence de cette Commission, après le nom de Vriddha Chheng Phon circulent ceux de Lao Mong Hay, de Say Bory, de Douk Rasy.

Plus difficile est la désignation des 4 représentants des partis : représentés à l' Assemblée. Dans

les partis «scindés», Funcinpec et BLDP, chaque fraction veut désigner son candidat.

A qui appartient-il de décider quelle est la fraction portant légitimement le nom du parti, et ainsi quel est le représentant légitime du parti ?

promesses ?

Le cessez-le-feu «inconditionnel et immédiat» à O' Smach, la «paix des braves» entre le gouvernement et les partisans du

existait, serait celui de la très grande majorité des Cambodgiens, tous partis confondus. Mais les rivalités, les jalousies, les intérêts personnels, dont le PPC sait si bien jouer, rendent assez improbable l'apparition d'une «troisième force» fortement majoritaire.

Le plus probable est que les «*ni Funicpec ni PPC*» iront aux élections émiettés. Qu'il y aura donc de nouveau un gouvernement de coalition (plus ou moins dominé par le PPC, c'est toute la question) plutôt que, selon le schéma occidental, un parti au pouvoir et une opposition.

Un gouvernement de coalition, ce ne serait pas forcément une mauvaise formule, si les partenaires tirent la leçon de l'expérience, si après s'être bien combattus, on s'accepte, si les divisions s'estompent entre les partis au pouvoir, si les responsabilités sont confiées en fonction de la compétence seulement...

Il ne faut pas écarter trop vite l'hypothèse heureuse d'un gouvernement homogène, intègre, compétent, efficace, qui répondrait aux vœux des Cambodgiens et des investisseurs étrangers...

étranger : un gâchis

Pour les relations avec l'étranger, juillet a fortement contribué à aggraver une situation qui n'était déjà pas bonne. L'ASEAN a aussitôt décidé de remettre sine die l'adhésion du Cambodge, alors que, des deux côtés, on avait fait grand cas de cette adhésion, que le Cambodge s'y préparait, et en attendait, à tort ou à raison, des conséquences bénéfiques (CN 72 etc...).

L'ONU n'a pas voulu trancher entre Ranariddh et Hun Sen pour représenter le Cambodge aux Nations Unies, de sorte que le siège reste vacant.

1997 : une année forte

Les Etats-Unis ont suspendu leur aide non-humanitaire. L'Union Européenne, très important donateur, l'Allemagne, ont exprimé réserves et réticences à poursuivre leurs programmes d'aide. Le bureau des Nations Unies pour les droits de l'Homme, directement impliqué dans les enquêtes sur les assassinats perpétrés après les combats de juillet publie un rapport très sévère pour le gouvernement. En septembre le FMI, qui avait au mois de novembre 1996 suspendu son aide à la balance des paiements, sans rapport il est vrai avec les événements de juillet, ferme son bureau de Phnom Penh...

Si l'on ajoute à cela le départ précipité de milliers d'étrangers, l'arrêt consécutif de certains chantiers et programmes, l'interruption pour plusieurs mois des liaisons aériennes, l'arrêt brutal du tourisme, le vif mécontentement des entreprises pillées et non encore indemnisées, et d'une façon plus générale l'atteinte durable portée à l'image du Cambodge, ce qui retarde évidemment les investissements étrangers si souhaités, on voit que les dégâts sont importants, qu'il faudra longtemps pour les réparer. Les étrangers, surtout certains pays, ont du mal à comprendre le Cambodge; mais les Cambodgiens n'ont rien fait, en 1997, pour les y aider.

Heureusement l'aide étrangère, au total, s'est poursuivie, et l'édifice, au prix de quelques sacrifices, a tenu bon.

alors, la Chine ?

L'idée a été émise que la Chine, dans son vaste mouvement d'expansion vers le sud, allait profiter de la situation, et voler au secours du Cambodge. D'

autant plus volontiers que l'ASEAN, avec le Vietnam, le Laos et le Myanmar, peut être ressentie comme une sorte de palissade sur la longue frontière sud de la Chine; comme un ensemble régional pouvant faire contre-poids aux ambitions chinoises («*Hun Sen entre l'ASEAN et la Chine*», CN 77). D'ailleurs les relations Chine-Cambodge sont bonnes: depuis des décennies avec le Roi. Et Hun Sen a pris bien soin de ne pas reconnaître Taiwan, il a même fermé sa représentation à Phnom Penh.

L'intervention chinoise pourtant n'est pas spectaculaire. Tout récemment ont été livrés quelque 130 camions et véhicules militaires -mais il s'agirait de l'effet d'un contrat déjà ancien, et il n'y aurait pas de scandale comme certains l'ont cru (voir dans ce n°). Et il y aurait d'autre part un nouveau prêt chinois destiné au secteur privé, en cours de négociations, d'un montant de 18 millions de dollars (id°).

Ni dans un cas ni dans l'autre il ne s'agit d'une intervention de la Chine dans les affaires cambodgiennes, ni de grandes manoeuvres stratégiques impliquant la politique extérieure du Cambodge.

La route de l'ASEAN étant provisoirement fermée, l'installation prochaine à Phnom Penh de la Commission du Mékong n'en prend que plus d'intérêt (voir dans ce n°). Elle contribuera à mettre le Cambodge au diapason de ses voisins.

avec du recul, tout va mieux

Tout le mal que l'on peut dire du Cambodge l'a été bien des fois. Reste à rappeler que tout n'y va pas si mal. Depuis les Accords de Paris et les élections de

1993, les progrès sont impressionnants.

Progrès de la sécurité : les khmers rouges ne sont plus une menace. Plutôt un sujet pour les magazines. On ne craint plus leurs coups de mains, les trains ne sautent plus sur des mines, les barrages ont pu être levés sur les routes.

Les infrastructures ont fait des progrès considérables : l'eau, l'électricité, les routes, les moyens de communication, aéroport, bacs, hôtellerie, voirie... Il y a des banques et des assurances...

Moins visible, pour ceux qui passent : *l'éducation, la formation, la santé* font l'objet d'efforts de grande envergure. Encore moins visible : *le travail des ONG* dans les villes et les campagnes : déminage, eau potable, irrigation, amélioration et diversification des cultures, crédit rural, écoles, ... en faveur des handicapés par les mines, des orphelins, des femmes, des enfants des rues, des démunis, ... Il y a là une réalité difficile à décrire, à chiffrer, mais qui concerne la profondeur de la société.

Progrès du niveau de vie : des restaurants sont apparus par centaines, les voitures et les motos créent des embouteillages. Ce sont des signes extérieurs, alors que la misère ne se remarque pas ? Mais il y a quelques années, on ne voyait que de la misère. Le Cambodge revient de loin !

Bien sûr de grands dossiers restent en attente : Apsara et le développement d'Angkor-Siem Reap; la déforestation à tout va; la restructuration de la filière caoutchouc; l'aménagement touristique de Sihanoukville, de nombreux investissements, petits et grands... Après les élections, tout cela sera débloqué, c'est sûr.

C.N.

A PROPOS ...

prince Ranariddh, proposée par Sam Rainsy, président du PNK, et auxquels Hun Sen avait donné son accord (CN 84) sont maintenant refusés par le second Premier ministre, sur l'insistance de ses conseillers militaires, semble-t-il.

Quant à la station de radio que Hun Sen aurait promise à Sam Rainsy, le secrétaire d'Etat à l'Information souligne, comme

précédemment, que les stations ne sont pas attribuées aux partis en tant que tels. Et qu'il n'y a plus de place sur la bande FM.

médias : limites

«*De temps en temps il faut tirer la sonnette d'alarme pour indiquer les limites*», dit le secrétaire d'Etat à l'Information Khieu Kanharith. Il menace d'expulser un journaliste canadien pour informations mensongères sur le réseau *Asia Busi-*

ness News, concernant la Justice (elle n'aurait rien fait après les événements de juillet) et concernant l'utilisation des revenus de l'exploitation du bois (ils enrichiraient les deux Premiers ministres et serviraient à rémunérer la garde personnelle de Hun Sen). Le journaliste canadien devra faire des excuses ou bien, malgré l'intervention du Roi, son visa pourrait n'être pas renouvelé.

Le second Premier ministre

avait déjà dénoncé le 20 décembre, à l'occasion de la visite de businessmen chinois invités par la Chambre de Commerce, la presse qui donne du Cambodge «une image fautive, comme s'il y avait encore la guerre» : «*CNN, The New York Times, ABN, The Washington Post*».

Pour les questions concernant la sécurité nationale ou la stabilité

(Suite page 4)

d é v e l o p p e r l e

En juillet prochain le Secrétariat de la Commission du Mékong, environ 120 personnes, va installer son siège à Phnom Penh. Malgré les sceptiques, le Cambodge sera prêt, nous dit M. Khy Taing Lim, vice-Président du Comité National du Mékong.

Pourtant, le développement du Bassin du Mékong, une très grande ambition, souffre de bien des maux : manque de moyens financiers et humains, d'esprit collectif, de cohérence.

Quatre pays forment la Commission du Mékong (Mekong River Commission ou MRC) : le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et le Vietnam. L'idée de développer conjointement cet ensemble géographique, et notamment les ressources hydrauliques, est déjà ancienne. Elle ne progresse que lentement. Et comme on peut s'en douter, la réalisation

donations à la Commission du Mékong de novembre 1996 à novembre 1997, en mio de dollars

Danemark	12, 171
Suisse	6, 530
Allemagne	3, 973
Japon	1, 578
Pays-Bas	1, 009
Républ. de Corée	0, 872
Grande Bretagne	0, 600
Banque mondiale	0, 350
PNUD	0, 150
PNUD/Japon	0, 100
Finlande	0, 085
Israël/Corée	0, 052
Nouv. Zélande	0, 058
Autres donateurs : la France pour le centre de documentation, la Suède pour l'étude de la participation des habitants, la République de Corée : deux experts au Secrétariat.	
total 1995	29, 9
1996	27, 2
11 mois 97	10, 0
prévu 1998	10, 0

connait bien des difficultés. Difficultés financières : les moyens fournis par les pays donateurs (voir encadré), qui avaient atteint presque 30 millions de dollars en 1995 et 1996, n'ont été que de 10 millions pour les 11 premiers mois de 1997. Et il ne faut pas attendre davantage pour 1998. Mais les problèmes sont aussi d'un tout autre ordre.

manque de «vision» ...

La Commission, estiment les donateurs, manquerait de «vision», de perspectives à long terme. Ou du moins cette vision, qui figure dans l'accord d'avril 1995, est insuffisamment partagée. On peut même se demander si, au sein du Conseil, les ministres ont la même.

Cette «vision» comporte deux points :

- le «développement durable». On entend par là un développement qui non seulement tient compte de l'environnement, mais en fait une priorité. On cherche à développer de façon équilibrée cet «environnement», c'est à dire les ressources naturelles et les ressources humaines. On ne cherche pas le développement économique seul. Un thème majeur : éliminer la pauvreté.

- la coopération régionale. Il s'

agit de développer ensemble le bassin du fleuve, avec les ressources qui lui sont associées : hydro-électricité, agriculture, forêt, pêche, environnement, urbanisation, navigation.

Il est clair que l'esprit collectif fait défaut.

... et d'esprit collectif

Les quatre ministres plénipotentiaires du Comité Joint, dont je fais partie, se rencontrent une fois par an. Chacun fait rapidement son «show» et s'en va. En dehors de cela, on se rencontre 2 ou 3 fois par an. C'est très insuffisant pour créer un esprit collectif. En fait, chacun parle de ses projets nationaux. La «vision» n'est présente ni dans les esprits ni dans les faits. L'ensemble de la Commission manque de communications. Alors que les pays donateurs demandent des projets, la Commission n'a pas de stratégie cohérente. Chacun défend ses intérêts, ses projets. L'objectif de la Thaïlande par exemple est de dériver le maximum d'eau du Mékong pour ses vastes projets de développement agricole, ce que

le Cambodge ne veut pas, insistant de son côté sur la nécessité de traiter les berges des «Quatre Bras».

Ce qu'il faut, c'est mettre en oeuvre des projets à finalité collective. Réduire la pauvreté en est un. Pour cela, on peut mettre l'accent sur les petits ouvrages hydrauliques, pouvant irriguer des surfaces de 5 à 7000 ha. Sans oublier bien sûr des ouvrages beaucoup plus ambitieux comme *Prek Thnot* (70 000 ha) ou le *Srung Battambang* (65 000 ha).

.... et de cohérence

Cette insuffisante compréhension des objectifs de la Commission a pour conséquence un manque de volonté politique dans les quatre pays. Un exemple : au Cambodge, le développement et la protection du Tonle Sap, c'est un projet qui relève du Comité National. C'est notre projet. Mais il existe au moins une dizaine d'organismes qui s'en occupent, sans coordination !

Un autre exemple : le Comité national a créé l'IRIC, Institut de Cartographie, mais on l'a enlevé à sa compétence pour le donner

La Commission du Mékong, organisation internationale groupant le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et le Vietnam, a remplacé le 5 avril 1995 le Comité du Mékong fondé plus de 40 ans auparavant (CN 49, 50, 61).

Institutions permanentes : un Conseil formé des quatre ministres : un Comité Joint qui se réunit 2 fois par an minimum, en fait 5 ou 6 fois (M. Khy Tainglim y représente le Cambodge) ; et un Secrétariat. Ce Secrétariat, environ 150 personnes au total dont environ 50 professionnels, s'installera en juillet 1998 à Phnom Penh, pour deux ans, en alternance avec Vientiane. Dans chaque pays, un Comité national assure la représentation au sein de la Commission, et la coordination avec la politique nationale.

En avril 1996 a été créé un Groupe consultatif des pays donateurs (CN 50) qui a pour rôle d'établir le dialogue entre donateurs et pays aidés, de coordonner les aides pour éviter les duplications, et de mobiliser les aides.

A PROPOS ...

politique les journalistes devront utiliser au moins une source officielle : ministère de la Défense, de l'Intérieur, porte-parole officiel du gouvernement ...

«Une partie de la presse cambodgienne et étrangère reçoit des informations orientées, et parfois de l'aide matérielle en provenance des khmers rouges, avec des relais à Phnom Penh», estime M.

Khieu Kanharith. Accusations reprises le 28 à la radio par le premier Premier ministre Ung Huot.

Grand Hôtel d'Angkor

Inauguration à Siem Reap, le 30 décembre du Grand Hôtel d'Angkor, restauré, comme l'Hôtel Le Royal, à Phnom Penh, par Raffles Holding de Singapour. La restauration a duré 2 ans et coûté environ 30 millions de dollars.

Un soin particulier a permis de reconstituer dans sa splendeur d'origine cet hôtel construit - comme Le Royal - par les Français et ouvert en 1929.

Plusieurs corps de bâtiment ont été ajoutés, le jardin intérieur entièrement remanié, avec une grande piscine, deux courts de tennis, un mini-golf, un centre de soins corporels sophistiqués ... L'objectif des investisseurs a été marier l'esprit d'origine, l'histoire, avec le très grand luxe

et les équipements d'un hôtel moderne. On a respecté l'architecture originale, avec ses toitures immenses, galeries et vérandas, apporté le plus grand soin aux sols, à l'ameublement, aux tissus, à la décoration (reproductions de dessins de Louis Delaporte, affiches anciennes -certaines données par le Roi-, sculptures et bas-reliefs), aux boiseries, on a retrouvé de grandes portes d'origine, remis en marche le vieil ascenseur,

b a s s i n d u M é k o n g

à la Géographie ! On nous a fait le reproche de laisser le matériel, les véhicules, servir à d'autres activités.

Il faudrait plus de cohérence entre tous ces organismes. Le gouvernement ne soutient pas assez le Comité National, qui est pourtant la seule organisation légale.

trop d'organismes !

Et le problème est le même à l'échelle régionale. Il existe d'autres organisations qui s'occupent du Bassin du Mékong, notamment le *Greater Mekong Subregion Initiatives* (GMSI) créé par la Banque Asiatique de Développement : ce GMSI est composé, en plus des 4 pays de la Commission, du Myanmar et de la province chinoise du Yunnan. Il a beaucoup de projets hydro-électriques. C'est, pour le Cambodge, le ministère du Plan qui est membre de son Comité directeur.

Il est vrai qu'il y a des relations croisées, que le Myanmar et le Yunnan sont des «observateurs» dans la Commission du Mékong. Et que le ministère cambodgien du Plan est membre du Comité national. Mais tout cela est bien compliqué.

D'autant plus que l'ASEAN de son côté a un groupe «Mékong» (*Mekong Basin Development Cooperation*), et là, c'est le ministère des Affaires étrangères qui représente le Cambodge. Il a un représentant au sein du Comité national.

Et puis les Japonais ont créé leur propre organisme, le *Forum des Pays Indochinois*.

concentrer les efforts

Depuis deux ans, je dis que l'on gaspille les efforts, alors que les pays donateurs demandent un planning, de la coordination et des projets clairs. J'en ai parlé avec le représentant de la BAD au Cambodge, M. Suos Sameth, et nous avons bien vu ensemble que ce sont les mêmes qui donnent, qui distribuent un peu partout leur aide, faute de coordination.

Si je demande que l'on donne plus de moyens à la Commission du Mékong, et en particulier au Comité national, c'est que nous avons beaucoup plus d'ancienneté, de compétence, de données, que les autres. Nous avons tous les documents. Et, j'y insiste, nous sommes la seule organisation internationale légale.

Le Vietnam d'ailleurs appuie dans ce sens là, il est d'accord pour concentrer les efforts sur la Commission du Mékong.

renforcer le Comité national

Cette réorganisation est d'autant plus nécessaire que les pays donateurs, voyant la confusion actuelle, mettent en doute la capacité d'organisation de la Commission. Il faut évidemment, pour sortir de la confusion, renforcer le Comité national et le Secrétariat.

Au Comité national, j'ai 3 ingénieurs, et 7 pour le Tonle Sap. Nous sommes une dizaine, mais même pas, parce qu'avec des salaires de 20 dollars par mois, mes ingénieurs sont obligés d'avoir d'autres activités. Nous manquons de gens compétents, de gens forts, des

seniors. Il en existe à l'étranger, et j'en ai une liste, mais nous ne pouvons les attirer qu'avec de vrais salaires !

On ne peut pas faire passer une partie de l'aide étrangère aux salaires, parce qu'ils représentent la participation du Cambodge. Et nous ne pouvons pas créer de recettes propres, parce qu'ici nous n'avons pas de signatures à accorder ...

Voilà pourquoi notre Comité est une machine à rendement très faible.

on s'inquiète à tort

Les pays donateurs, le Japon, et d'autres, craignent que le bâtiment ne soit pas prêt, que le personnel compétent fasse défaut, que l'on perde du temps en organisation, en recrutement et en formation, que l'élan se perde, que l'on aille au désastre ...

Je veux dissiper ces illusions, nous dit M. Khy Tainglim. Le gouvernement est déterminé. Hun Sen prend cette affaire à cœur. Le bâtiment (l'ancien ministère des Transports, avec ses 2 ha de terrain, non loin du pont Monivong) est terminé à 30 %. Il sera prêt.

Le Secrétariat compte environ 120 personnes au total dont une quarantaine de techniciens et ingénieurs de diverses nationalités, le personnel administratif, et le personnel de maintenance, gardiens, chauffeurs ...

Concernant le personnel administratif, la preuve est faite par les ambassades, les ONG, les entreprises installées à Phnom Penh que ce personnel existe, que l'on peut avoir au Cambodge une activité sérieuse. Le PNUD a offert de recruter et former à Bangkok 25 personnes, et son assistance durera 5 ans. Il n'y a donc pas d'inquiétude à avoir.

changer l'image du Cambodge

Je veux en réalité profiter du changement de siège du Secrétariat pour donner une nouvelle direction et un nouvel espoir. C'est pour le Cambodge une très grande occasion de devenir un centre d'opportunités, d'attirer les investissements, de trouver des partenaires pour son développement. Mon ambition est de saisir cette occasion pour changer l'image du Cambodge. Et du côté des Cambodgiens, la présence du Secrétariat est une forte incitation à réfléchir à la région dans laquelle ils vivent.

cinq projets majeurs

- **Plan de développement du bassin** : étude de base, pour le très long terme, qui permettra aux autres projets de s'inscrire dans un ensemble cohérent. Financement Danemark et Suède, qui ont déjà payé.

- **Programme d'utilisation des eaux** : il établit les règles qui permettront de résoudre les conflits. Il faut définir ce qui est bassin et ce qui ne l'est pas (Tonle Sap ? Bassac ? Quel bras dans le delta ?). Se préoccuper non seulement des quantités mais de la qualité de l'eau. Financement : BAD.

- **Participation du public** : le développement du bassin ne doit pas être l'affaire seulement des ingénieurs. Il faut tenir compte des besoins et des souhaits des utilisateurs, ils doivent pouvoir participer. Financement : Suède.

- **Rôle des femmes** : on fait des études. Financement : Nouvelle Zélande.

- **Refaire le «plan de travail»** pour les années qui viennent, en attendant le Plan à long terme de développement du Bassin.

Cambodge Nouveau
ne copie personne
ne le copiez pas !
Citez-le !

Cambodge Nouveau
est entièrement réalisé
au Cambodge

A PROPOS ...

recréé des ferronnerie art-déco, installé des baignoires à l'ancienne, réouvert le bar de l'éléphant, ...

Le vaste jardin (60 000m²) devant l'hôtel, ouvert au public, a été somptueusement rénové, avec massifs taillés, bassin à jet d'eau, lampadaires, ... Des spectacles culturels auront lieu deux fois par semaine.

Somptueux complexe qui s'

étend sur 33 000 m² au total, à quelque 8 km du parc archéologique, le *Grand Hôtel d'Angkor* emploie plus de 200 personnes, Cambodgiens en grande majorité.

52 chambres seulement, sur un total de 131 chambres et suites, sont ouvertes. Le tarif, 360 dollars, premier prix, pour une chambre double, ne semble pas faire obstacle : le taux d'occupation, dès janvier, sera compris entre 60 et 80 %.

vols directs

Le tourisme étant tombé à zéro à Siem Reap à la suite des événements de juillet, 27 hôtels ont fermé et environ 3000 emplois ont été perdus, dans le tourisme et dans le bâtiment principalement.

C'est ce qui justifie les vols directs Bangkok-Siem Reap inaugurés par *Bangkok Airways* le 20 décembre avec un ATR 72. La cie thaïlandaise devrait assurer 4 vols par semaine à

partir du 9 janvier. *Royal Air Cambodge* devrait normalement assurer aussi cette liaison, comme celle, prévue, entre Ho Chi Minh et Siem Reap.

«Il n'y a pas vraiment reprise du tourisme en provenance d'Europe», nous dit M. Reth Chanta, directeur d'*Apsara Tours*. «Les arrivées de novembre étaient des «rattrapages», correspondant à des réservations faites avant les événements de juillet.

(Suite page 8)

FINANCES : budget 1998, FMI, riel, réserves ...

le budget 1998

1997 n' a pas été une bonne année : le démarrage avait été plutôt lent, et l' affaire de juillet a donné un fort coup de frein à la croissance, qui n' atteint finalement que 2 à 2,5 % au lieu des 6,5 % prévus (6,4 % en 1996).

Les recettes fiscales pour leur part ont été satisfaisantes : un peu plus élevées que prévu ! Mais les recettes douanières dans l' ensemble, malgré un bon mois de décembre, sont en voie de dégradation, à cause des exemptions fiscales accordées en haut lieu, et souvent dénoncées, mais aussi parce que les importations pour réexportations sont en nette diminution.

1998 pose des problèmes aux prévisionnistes : le ralentissement de 1997 va-t' il s' accentuer ? Le pire est-il encore à venir ? Ou bien y aura-t' il accélération progressive ? Ou même une véritable « explosion » comme le prévoit le second Premier ministre ?

C' est l' hypothèse moyenne, « raisonnablement optimiste » qui a été retenue : **une croissance de 3,5 %.**

Du budget 1998, on peut retenir : qu' il est en retrait de 5 % sur celui de 1997. Que l' aide extérieure intervient pour 34,8 % du total (au lieu de 40 %). Que la Défense et l' Intérieur consomment ensemble presque 30 % du total.

Une forte proportion du budget (environ 600 mia de riel, soit plus de 40 %) reste « non ventilée » ce qui a suscité de l' étonnement. En réalité il n' y a pas mystère : 535 mia seront alloués aux ministères au cours de l' année, au fur et à mesure de la mise au point des dossiers : 400 mia sont

des financements extérieurs ; 135 sont des financements mixtes : d' origine nationale pour 35 mia, et pour 100 mia un « support budgétaire », japonais pour l' essentiel. Enfin 48 mia de riels environ sont destinés aux élections.

1998 suscite des interrogations et des craintes. Interrogations qui tiennent à l' environnement : les pays asiatiques, principaux investisseurs, vont-ils freiner, maintenir, accélérer leurs investissements ? Quel va être l' effet des variations des parités monétaires ? Comment vont évoluer les combats d' O' Smach ? Et craintes : que le gouvernement, en année d' élections, se laisse aller à un certain laxisme du côté des recettes, à certains dérapages du côté des dépenses, alors que l' étranger ne paie plus le déficit courant.

C' est l' occasion de le rappeler : *« l' argent, c' est comme le dentifrice : une fois sorti du tube, il est très difficile de le faire rentrer ».*

une visite du FMI

Une délégation du Fonds Monétaire International va séjourner à Phnom Penh du 8 au 22 janvier. Des entretiens qu' elle aura avec les responsables cambodgiens, des résultats obtenus, de la confiance qu' ils sauront lui inspirer, dépend la reprise de l' aide du FMI au Cambodge.

Sur les 120 millions de dollars que le FMI avait convenu avec le gouvernement cambodgien de verser sur 3 ans, au titre de l' ISAF (*Inhand Structural Adjustment Facilities*), une aide à la balance des paiements, qu' il ne

faut pas confondre avec les « *structural adjustment loans* » qui sont des aides de la Banque Mondiale au budget), 60 ont été versés au Cambodge.

Les 60 autres ne seront pas versés, parce que le FMI n' a pas constaté de progrès suffisants dans la collecte des recettes, celles de l' exploitation des forêts notamment. « *Les termes du contrat n' ont pas été respectés* », disait le représentant du FMI avant de fermer son bureau de Phnom Penh.

Le dialogue interrompu va donc reprendre. Mais il ne s' agit pas encore de négocier, rappelle le ministère des Finances. Le FMI vient surveiller, se rendre compte, en particulier des points particuliers qui servent de critères, les « *benchmarks* »).

On ne sait pas encore si de nouveaux prêts ISAF seront nécessaires, à quelle hauteur ils pourraient se situer, ni à quelles conditions. Mais des progrès ont été objectivement effectués pour réduire les dépenses et augmenter les recettes. Le Cambodge a d' ailleurs fait sien les objectifs, les conditions déterminées avec le FMI. « Le programme du FMI, c' est aussi celui du Cambodge », souligne le ministère des Finances.

critères respectés

Du côté de la Banque Nationale, on ne craint pas trop le face à face avec le FMI. Tous les critères fixés par le Fonds comme des conditions de son aide sont respectés, nous dit le Directeur général de la Banque M. Chea Sok.

Les réserves, correspondant à 2 mois et demi d' importations, sont « conformes », même si on

les préférerait plus abondantes (3 mois et demi serait l' idéal).

Ces réserves sont restées au même niveau depuis la dernière mission du FMI en mars 1997. Il n' a pas été nécessaire de

procéder à des ventes aux enchères de dollars, pour

« ramasser » des riels et réguler le marché, comme cela avait été le cas en janvier et février 1997.

La tenue du riel d' autre part est satisfaisante, si on compare l' évolution de la parité riel/dollar à celle des autres monnaies de la région.

De juillet au 22 décembre 1997, les dépréciations par rapport au dollar ont été de :

- baht thaïlandais	88 %
- roupie indonésienne	106 %
- won sud coréen	86 %
- ringgit malaisien	51 %
- peso philippin	49 %
- riel cambodgien	19 %

Le riel a donc bien résisté. C' est dû à la forte proportion de dollars dans les moyens de paiement au Cambodge.

S' il a baissé, ce n' est pas dû aux événements de juillet, mais à un nécessaire accompagnement de la baisse des monnaies voisines, le baht notamment.

Pendant les 12 mois novembre 96 - novembre 97, le riel s' est apprécié de 19,8 % face au baht.

La conséquence est que les produits importés de Thaïlande deviennent trop compétitifs, et les produits fabriqués au Cambodge ne le sont plus. Le ciment thaïlandais par exemple, devenu beaucoup moins cher, porte préjudice au ciment cambodgien. Dans les régions frontalières, les produits alimentaires thaïlandais importés deviennent beaucoup moins chers que les produits cambodgiens, au détriment des producteurs cambodgiens.

Pas de problème en revanche pour les exportations de vêtements.

D' autre part, si la différence entre le riel et le baht était restée très forte, on pouvait craindre une fuite de dollars vers les pays comme la Thaïlande.

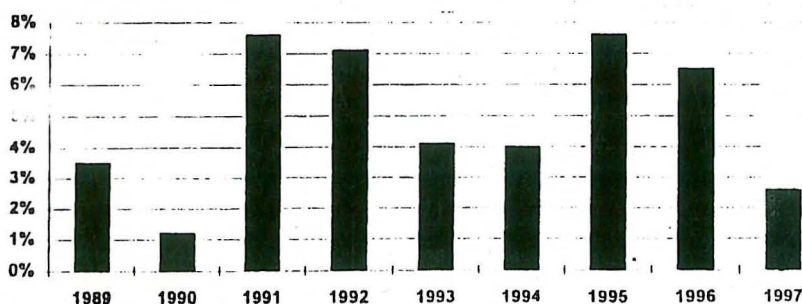
L' inflation a été relativement bien contenue : pour les 11 premiers mois, l' indice des prix a augmenté de 9,95 %, contre 10,7 % pour les 11 premiers mois de 1996.

les aides

« Pas de problèmes avec la Banque Mondiale ni avec la

(suite p. 7)

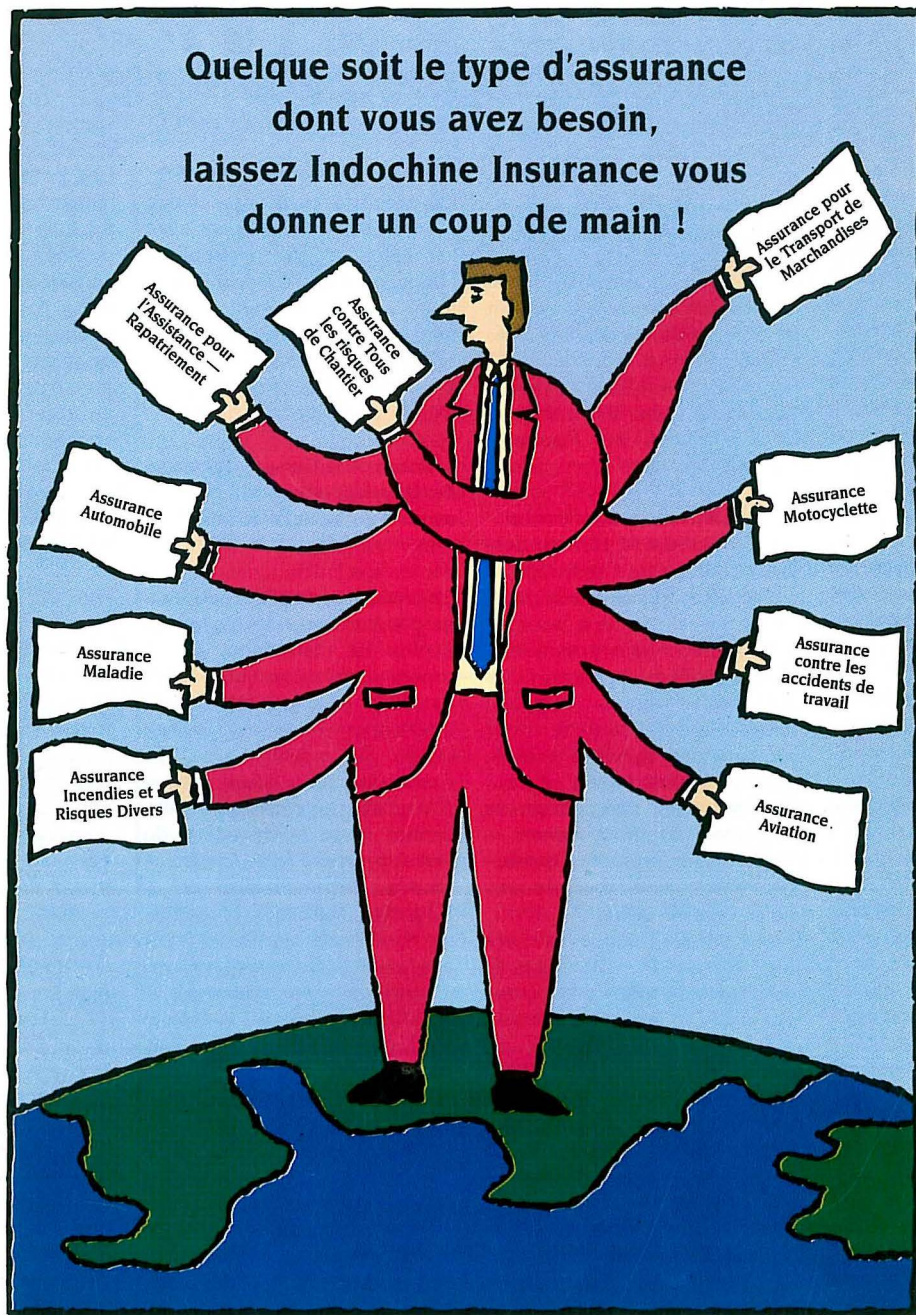
croissance du PNB



L' estimation pour 1997, 2 ou 2,5 % de croissance, n' est pas officielle (estimation initiale : 6,5 %). En 1998 la croissance du PNB atteindrait 3,5 %.

source : ministère des Finances.

1er - 16 janvier 1998



Pour un service efficace et rapide, des conseils éclairés quant à la prévention et au contrôle des risques dans votre entreprise, ainsi que la couverture de toutes vos activités, appelez Indochine Insurance, le spécialiste de l'assurance au Cambodge.

Notre gamme de contrats couvre les domaines d'assurance suivants :

- Tous Risques Chantier • Incendies et Risques divers
- Automobile • Motocyclette • Maladie • Assistance - Rapatriement • Accident du travail • Aviation • Transport de marchandises, etc ...

Le support des compagnies d'assurance les plus grandes et les plus réputées est notre garantie pour votre quiétude.

Appelez-nous pour toute information sans engagement de votre part.



UNE COUVERTURE TOTALE EN TOTALE CONFIANCE.

Indochine Insurance #55, Street 178, No Problem Park, Phnom Penh Tel: 428 905/368 050/428 513/982 474. Fax:428 338

Coopère avec : Assurances Générales de France (AGF) IART • American International Group (AIG) • The Cambodian National Insurance Company (Caminco) • Cigna • Journeyman Services • Lloyd's of London • SCOR • Re • Sonnichsen Scandinavia Group (SSG) • Willis Faber Dumas.

FINANCES : emprunt chinois, crédit rural, CFD ...

(suite de la page 6)

Banque Asiatique de Développement, les programmes sont poursuivis», nous dit-on au ministère des Finances.

«L' Union Européenne, un très important donateur, nous a promis une aide de 9,5 millions de dollars pour les élections, pas loin de la moitié du coût total». S' il y a du retard pour certains programmes, c' est que certains, conçus en 1993-94 s' achèvent normalement fin 1997, aussi que certains consultants arrivent en fin de contrat. Il faut relancer les programmes en tirant les leçons de l' expérience. Pour certaines actions, il est possible qu' on attende les prochaines élections.

Concernant l' aide bi-latérale, le Japon, la France, l' Australie, principaux donateurs, poursuivent leurs programmes. L' Allemagne revient sur ses réticences. Pour les Etats-Unis, il y a des désaccords internes...

quel emprunt chinois ?

Cette histoire de prêt de la Chine au Cambodge, à 5 % d' intérêt, signé au plus haut niveau sans l' approbation du ministre des Finances ni celle de l' Assemblée nationale, dont le *Phnom Penh Post* a fait son grand titre sur 5 colonnes dans son dernier numéro de décembre «est complètement fausse», nous dit-on au ministère des Finances. «C' est une attaque d' ordre politique, nous n' avons pas démenti parce que nous ne voulons rien avoir à faire avec ce journal».

Il est vrai que des véhicules militaires ont été livrés par la Chine le 9 décembre, reconnaît le ministère, mais c' est l' effet d' un prêt de la Chine qui remonte à 1994 et que l' Assemblée nationale a approuvé en 1995. Il s' agissait de 8,6 millions de

dollars sur 10 ans. En plus des camions, il concernait la rénovation du complexe sportif.

D' autre part, un nouveau prêt chinois est en cours de négociation. Il s' agit de 150 millions de yuan (18 millions de dollars environ) sur 10 ans, entièrement destinés au secteur privé : agriculture, développement rural pour l' essentiel. Les Chinois ont demandé un intérêt de 5 %. Nous demandons 3 %, et pour l' instant avons obtenu 4 %. Rien n' est finalisé, rien n' est encore signé. Il n' y a donc, dit le ministère des Finances, aucun scandale.

réorganiser le crédit rural

Ce qui manque le plus au système bancaire du Cambodge, c' est le crédit agricole, nous dit M. Chea Sok, de façon à favoriser la production pour satisfaire la consommation. Quelques ONG ont créé depuis quelques années des réseaux de crédit rural, petites sommes prêtées aux villageois, mais il faut amplifier et coordonner le système. Le gouvernement va créer une Banque de Développement Agricole destinée aux petits crédits ruraux.

Au sein de la Banque Nationale une «cellule de supervision du crédit décentralisé» a été créée par la CFD. Sa mission consiste à superviser 4 ONG qui pratiquent le crédit rural, transformées en une institution : *Ennatean Mulhetthan Tchonebat* (EMT) appuyée par le *GRET*, *Kaksekar*, *Seilanithi Hattakar*, et *Action Nord-Sud*. Elle devrait commencer à fonctionner prochainement.

Il ne s' agit pas de créer de nouveaux moyens de paiement, ce qui provoquerait de l' inflation, cette banque sera alimentée par de l' épargne existante, d' abord épargne

intérieure, ensuite épargne privée.

Dans ce système de crédit rural, la garantie des prêts est collective.

Les programmes de la CFD

Les programmes d' urgence des premières années qui ont suivi les élections, par exemple l' adduction d' eau à Phnom Penh et à Siem Reap, sont maintenant quasi-terminés. La dernière phase de l' adduction d' eau à Siem Reap est la construction d' une unité de traitement des eaux.

L' action de la Caisse Française de Développement se poursuit avec de nouveaux programmes, qui sont en voie de démarrage.

La relance de la Soie : le programme consiste, à partir du centre de formation et d' expérimentation de Puok, près de Siem Reap, à relancer et développer l' activité «soie» dans le nord-ouest du Cambodge («La filière Soie», CN n° 65). Le montage institutionnel, avec le ministère du Développement Rural, maître d' oeuvre, le ministère de l' Education Nationale, propriétaire du Centre de Puok, et l' opérateur français, *Euro-Chrysalide*, est en cours.

Le financement se monte à 12,9 millions de FF, sur une durée de 2 à 3 ans à partir de fin 1997.

A l' agriculture péri-urbaine, la CFD consacre 12 millions de FF sur 2 à 3 ans. Le programme, qui consiste à financer des exploitations pilotes de cultures maraichères, concernant d' abord plusieurs dizaines, puis plusieurs centaines d' exploitations, a démarré il y a quelques mois à Siem Reap, il se poursuit à Pursat, et concernera aussi Battambang. Il est supervisé par

Agri-Sud, et par *J.P. Romero* pour le volet maïs/porc. L' objectif est de diversifier les productions maraichères, et de substituer les productions locales aux importations.

Les polders de Prey Nup : le démarrage a été retardé d' un an à cause d' un problème d' appel d' offres. Finalement, la CFD a considéré l' offre de l' entreprise *Seng* comme valable, et lui a attribué le chantier. Les travaux devraient enfin commencer, ils dureront 2 ans, et un an sera consacré à l' «accompagnement», c' est à dire à la formation des habitants à la gestion collective du système. Ce projet représente un investissement de 22 millions de FF.

Hydraulique villageoise : le programme consiste à remettre en état ou créer 500 points d' eau, en deux ans. Il est mené par le *GRET*, *Action Nord-Sud* et *Action Contre la Faim*. Coût du projet : 15 millions de FF.

Crédit Rural : après quelques années, on arrive dans ce domaine à une phase nouvelle, avec une optique différente. Il s' agit d' amener les caisses villageoises à l' équilibre, et à l' autonomie. A créer des réseaux de crédit autonomes et solides.

A la supervision du CCRD (CN 47, ...), émanation du ministère du Développement Rural, succède une cellule de coordination au sein de la Banque Nationale (voir plus haut). Il faut aussi institutionnaliser le système, préciser les questions de propriété, de décision.

APSARA (Autorité pour le développement et la sauvegarde de Siem Reap/Angkor) : la zone hôtelière est en attente. Il est probable que rien ne bougera avant les élections.

CAMBODGE
NOUVEAU
*
le journal
des
désidéologues
*
votre
meilleur
investissement

directeur de la publication : Chea Savuth
Rédacteur-en-chef : Alain Gascuel
Enquêtes : Suy Sothea
Mise en pages : Pen Mary
Impression : CIC
Centre Informatique du Cambodge
58 rue 302 BP 836 Phnom Penh
CAMBODGE NOUVEAU
tel 012 803 410
est vendu sur abonnements seulement
exemplaire gratuit sur demande

A PROPOS ...

1998 sera faible, avant de bonnes années 1999 et 2000».

«Lettre de Phnom Penh»

Le Poste d' Expansion économique de l' Ambassade de France a publié en décembre le 1er numéro de *La Lettre de Phnom Penh*, mensuelle, 4 pages, 85 \$/an. Il s' agit de brèves informations concernant le secteur public et le secteur privé de l' économie cambodgienne.

alphabet romain ?

Pour simplifier la communication entre le Cambodge et le monde extérieur et faciliter l' introduction dans la langue khmère des mots qui lui manquent, une idée ancienne retrouvée des partisans : adopter l' alphabet romain, comme le Vietnam l' a fait jadis (le jésuite Alexandre de Rhodes, vers 1655), ce que le Cambodge avait refusé à l' époque.